

Porter la rénovation dans les faits

MARTINE AUBRY

Conseil national du 12 septembre 2009

Paris, Maison de la Mutualité

Je voudrais d'abord, mes chers camarades, nous dire un bravo collectif pour ce coup d'envoi, ce coup d'envoi de la rénovation à peine quinze jours après La Rochelle, après un travail extrêmement pointilleux, écoutant chacun avec respect, comme cela a été dit par Arnaud, autour d'Arnaud et de François Lamy, je suis très heureuse ce matin que nous lancions effectivement cette rénovation.

Je voudrais d'abord dire que ce Conseil national s'ouvre dans un moment bien particulier pour notre pays. Particulier d'abord parce que la crise est toujours là. Contrairement à ce que nous dit le gouvernement, elle est là et elle est dure, elle est dure pour les Français. Mais aussi particulier parce que, peut-être pour la première fois depuis qu'il est président de la République, ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui donne le tempo de cette rentrée. Il donne parfois même l'impression qu'il a perdu la main.

Oui, on ne peut pas ne pas en parler ce matin, cette rentrée est en effet très difficile pour les Français. Ils ont été choqués, nous l'avons tous dit, par le retour des bonus, des stock-options alors même que la crise est encore là. Ils ont vu que le moral des bourses remontait alors que le leur est en baisse, ils voient les banques refuser les crédits aux PME dont elles auraient besoin pour survivre malgré les milliards d'argent public dont elles ont bénéficié, ils ont vu que tout recommençait comme avant et que malgré des grands discours encore ces quelques jours, rien n'était fait pour arrêter ce processus.

Le Président de la République a beau, et cela a été rappelé par chacun, par Benoît notamment, se rendre dans les usines au cours de déplacements mis en scène de toutes pièces - je le dis ici, toute la presse étrangère en rit, rit de notre République quand de tels comportements peuvent avoir lieu-, et bien, malgré ces déplacements organisés, plus personne ne peut penser qu'il va faire quelque chose pour faire que la France sorte plus vite de cette crise économique, mais aussi de cette crise morale dans laquelle elle est plongée.

Dans le fond, les Français se disent : dorénavant, c'est comme avant, peut-être même pire qu'avant.

Ce n'est pas la réunion des ministres des finances du G20 la semaine dernière, pourtant là aussi largement médiatisée, qui est de nature à nous faire reprendre confiance. Je vous dis simplement ce que le G20 a dit : il se propose « d'explorer toutes les approches possibles pour limiter éventuellement le montant total des bonus ». Autant dire que rien ne se fera. Et c'est la raison pour laquelle nous devons continuer à travailler, socialistes, avec les socialistes européens, avec les démocrates américains et même japonais, pour préparer une offensive à Pittsburgh qui aura lieu juste avant le démarrage du G20. Voilà ce que nous devons faire pour répondre à cette rentrée véritablement difficile sur ce terrain de la crise.

Mais, je le disais, cette rentrée est très particulière aussi pour Nicolas Sarkozy parce qu'en cette rentrée ce n'est plus lui qui fixe le calendrier de la vie publique. Il est, il faut bien le dire, d'abord rattrapé par ses mensonges qui ont été les mensonges fondateurs de sa campagne présidentielle.

« Travailler plus pour gagner plus », nous savions déjà que c'était bidon. Mais, aujourd'hui, chacun le sait, c'est travailler moins, travailler moins pour beaucoup et surtout pour gagner moins.

L'avenir promis pour chaque enfant de notre pays ! Nous avons bien vu très vite combien tout cela était abandonné et, en cette rentrée scolaire, où nous étions tous très nombreux auprès des organisations syndicales, auprès des parents d'élèves, nous savons que cet objectif a été complètement abandonné quand 13 500 enseignants sont encore supprimés, quand des classes sont fermées, qu'on ne peut plus inscrire d'enfants de deux ans à l'école et quand même les remplacements des enseignants ne sont pas assurés.

Alors, oui, je pourrais donner d'autres exemples, mais ces mensonges fondateurs de la campagne présidentielle le rattrapent aujourd'hui, car les Français voient bien que tout cela n'était que paroles et cela fait deux ans, mes chers camarades.

Et puis il est rattrapé, il faut le dire, par le vrai programme de la droite, une entreprise de sape du modèle social français, réduire l'État, réduire les services publics, diminuer les protections sociales. Nous entrons dans une phase qui va s'accélérer en la matière. Nous savons pourtant tous que notre système social est un amortisseur de la crise alors même qu'il n'y a pas de relance économique dans notre pays. Eh bien, on continue !

Je ne donnerai que deux exemples : le premier, c'est celui du forfait hospitalier. Lorsque nous étions avec Harlem Désir et Laurence Rossignol chez le Président pour parler de la taxe carbone, on lui a parlé du forfait hospitalier, cela l'a énervé !

Nous lui avons rappelé que, oui, c'est la gauche qui a mis en place le forfait hospitalier, il était de 4 francs à l'époque pour couvrir essentiellement les dépenses de nourriture. Et nous lui avons demandé s'il pense qu'il y a aujourd'hui beaucoup d'hommes et de femmes en France qui peuvent consacrer 20 € par jour pour leur nourriture et nous lui avons dit : comment peut faire un ménage au SMIC qui doit payer son loyer, continuer à faire manger ses enfants quand une hospitalisation de quinze jours prend le tiers de ce même SMIC ?

Monsieur le Président, c'est de l'accès aux soins qu'il s'agit et non pas de savoir où et comment il faut reprendre de l'argent pour boucher le trou de la Sécurité sociale. Nous lui avons rappelé que nous, nous avons su remplir les caisses de la Sécurité sociale, sans augmenter les prélèvements et sans baisser les prestations. Aujourd'hui c'est toujours dans la poche des mêmes que l'on prend. Cela ne lui a pas plu, c'est vrai, cela ne lui a pas plu, mais c'est pourtant vrai, c'est pourtant très grave et nous devons lui en parler.

Le modèle social français, c'est aussi ses services publics. Ces services publics qu'il a pris en grippe -si je puis dire-, car le seul objectif de chaque ministère, c'est de réduire et de fermer les cordons de la bourse. Alors, nous serons sur le front contre la privatisation de la Poste. Au moment où les régionales s'approchent, nous savons bien qu'il s'agit là de l'avenir de nos territoires.

Mensonge fondateur aussi, je pourrais dire, mais aussi application d'une politique de la droite, le droit à la sécurité. Nous croyons que l'accès à la sécurité est un droit fondamental qui doit, pour chaque acte d'incivilité ou de délinquance, entraîner une réponse forte et disproportionnée. Mais quand on voit les résultats actuels, quand on voit que le Président de la République lui-même est obligé de reconnaître l'échec, lorsqu'on dit mobilisation générale au ministère de l'Intérieur et où, là aussi, il arrive avec les caméras en traversant la rue, nous lui disons : pourquoi réduire les postes de policiers ? Pourquoi avoir supprimé la police de proximité ? Pourquoi continuer aujourd'hui à ne pas aider les associations de prévention ? Parce que vous et vos amis êtes ; Monsieur le Président de la République, idéologiquement contre l'action de l'État, y compris dans des tâches régaliennes qui proviennent de vous ! Et aujourd'hui la réalité est là : plus de violences entre les hommes et les femmes, plus de cambriolages, bref tout ce qui touche à la vie quotidienne de nos concitoyens.

Et puis, en cette rentrée, je crois qu'il faut le dire aussi, Nicolas Sarkozy est rattrapé par de faux espoirs qu'il a donnés y compris depuis qu'il est président de la République. Je pense à ce faux espoir du Grenelle de l'environnement.

Pourtant, la méthode était bonne, nous l'avions dit, il y avait concertation, il y avait sensibilisation, débat, nous nous y sommes inscrits dans la démarche, car nous, quand il s'agit de l'avenir de notre pays, nous sommes là, nous nous engageons, nous débattons en républicains.

Les résultats, c'est-à-dire les promesses, étaient satisfaisants, on pouvait souhaiter aller plus loin, mais c'était un progrès. Mais nous redoutions, et on voit aujourd'hui que nous avons raison, que les résultats ne suivraient pas si les moyens n'étaient pas là et si la volonté politique n'était pas là. Et dans le fond cette taxe carbone, telle qu'il nous l'a présentée, est vraiment la démonstration que pour la droite l'écologie n'est qu'une vitrine, un gadget. Ce n'est pas une ardente obligation comme nous voulons la porter, car nous savons que notre monde n'est pas infini et que nous avons l'obligation d'agir au plus vite.

Alors, j'y reviendrai, d'abord en vous disant qu'avec nos camarades nous avons dit au Président qu'il avait gâché une belle idée. Il a gâché une belle idée parce qu'il n'y croit pas. Il a gâché une belle idée parce qu'il a entraîné la cacophonie en expliquant d'abord que cette taxe allait financer la taxe professionnelle, en expliquant ensuite que ça allait réduire les déficits publics pour finalement afficher une compensation qui n'est pas à la hauteur des questions d'aujourd'hui.

Nous lui avons dit, et nous le redisons après ses annonces, que cette taxe carbone n'est pas la véritable contribution climat énergie que tous les écologistes, et nous en sommes, défendent. Elle n'est pas cette véritable taxe écologique, d'abord parce que les gros pollueurs sont exclus, ensuite parce que l'électricité est aussi exclue. Il nous a dit : « Vous voulez taxer l'électricité produite grâce aux énergies renouvelables ? » Mais attendez, Monsieur le Président, ce n'est pas le problème, bien sûr qu'il faut développer par ailleurs les énergies renouvelables, mais nous, ce que nous voulons avant tout, c'est réduire la consommation d'énergie. Donc, là aussi, essayons de traiter les questions correctement.

Et puis elle n'est pas écologique en ce sens que, contrairement à ce que nous avons demandé, à ce qu'ont demandé aussi les Verts et tous les partis de gauche, il n'y a aucune aide financière pour accompagner des comportements vertueux en matière écologique, je pense par exemple à des transports collectifs ou à l'isolation thermique pour les habitants.

Mais, encore plus grave, encore plus grave parce qu'elle met le doute chez les Français sur la nécessité de cette contribution énergie climat, elle est totalement injuste socialement.

Contrairement à la promesse du Président, réitérée devant nous mercredi, que la totalité du produit de cette taxe serait redistribuée aux Français. Quand vous regardez ses annonces, et même si les chiffres n'ont pas été donnés, vous vous rendez compte que seule la moitié du produit va être redonné aux Français. 2,7 Md€ sur 5 Md€ Un mensonge à l'opposition, ce n'est pas très grave, un mensonge aux Français par manque de transparence, ça, c'est beaucoup plus grave et nous le dénonçons.

Et puis, quelle redistribution ? Quelle redistribution quand on donne le même montant à quelqu'un qui est au RMI, au chômage, au SMIC, à deux fois le SMIC ou qui se voit appliquer le bouclier fiscal ? Cela ne lui a pas plu quand on lui a dit cela. Bouclier fiscal, ça l'a énervé, nous aussi ça nous énerve, mais pas pour les mêmes raisons, parce que nous n'acceptons pas qu'ils reçoivent la même somme que ceux qui aujourd'hui n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois, les retraités, les salariés, les chômeurs et nous continuerons à nous battre au Parlement pour obtenir une autre compensation.

Et puis, vous le savez, ils ont trouvé un mécanisme qui, faussement, essaie de nous expliquer que l'on veut aider ceux qui habitent loin du cœur de ville. Pour cela, il le fallait, nous l'avions demandé, il fallait prendre en compte le trajet domicile-travail, il fallait aider ceux qui habitent loin de là où ils travaillent, réduire la charge de leur transport avant d'investir pour leur permettre d'avoir des transports collectifs.

Il nous a dit : « Non, moi je vais donner un peu plus à ceux qui habitent en zone rurale. » Mais il y a là beaucoup d'hommes et de femmes qui se déplacent moins que ceux qui habitent en banlieue, il fallait choisir ceux qui effectivement avaient des difficultés, mais il ne fallait pas exclure, comme c'est le cas aujourd'hui, c'est l'exemple que je lui ai donné, ceux qui habitent par exemple dans les zones 3 et 4 de l'Île-de-France, qui ne toucheront pas plus que ceux qui habitent au cœur de Paris. Voilà encore une inégalité qui touche les habitants de nos banlieues de manière scandaleuse et que là aussi nous critiquons.

Nous ne baissons pas les bras : nous allons continuer de nous battre, nous serons unis avec toute la gauche pour nous battre au Parlement pour faire en sorte qu'une véritable contribution énergie climat puisse être mise en place. Nous refuserons, si ce n'est pas le cas, d'aller à la commission qu'il a créée pour des objectifs d'ailleurs que nous n'avons pas très bien compris.

Et puis, en cette rentrée, Nicolas Sarkozy est rattrapé par le véritable visage d'une droite qu'on voulait croire disparue. Et là, j'y reviens parce que, je le dis, j'ai été choquée, j'ai été humiliée comme des centaines de milliers de jeunes, mais aussi comme la très grande majorité des Français quand j'ai vu qu'un ministre de la République était capable de parler d'un jeune, d'un jeune français, qu'il soit issu de l'immigration, je ne veux plus qu'on entende ce mot, un jeune français tout simplement, comme il l'a fait de manière goguenarde et humiliante. Oui, nous le disons, c'est inacceptable qu'un ministre chargé de défendre les règles de la République se laisse aller à une telle

vulgarité à une telle goguenardise, à des propos aussi scandaleux. Je le redis ici devant les socialistes.

Alors, il est vrai, c'est un peu ce que nous avons dit avec Claudie Lebreton et Élisabeth Guigou à M. Hortefeux quand nous l'avions vu, il est vrai que la République et lui, ça n'a pas l'air de faire bon ménage. Ça ne lui a pas plu quand je lui ai dit cela, mais c'est quand même la vérité.

La République, que peut-on en dire quand on voit ces circonscriptions charcutées et quand on voit demain qu'il faudra à la gauche plus de 51 % des voix pour être majoritaire au Parlement ?

Que dire de cette réforme territoriale, je n'y reviens pas, j'en ai parlé à La Rochelle, sur laquelle nous allons nous battre avec beaucoup d'élus dans notre pays ? Une soi-disant réforme territoriale qui en fait recentralise au lieu de décentraliser, mais qui surtout a pour seul objectif de changer le mode de scrutin pour leur permettre de gagner au tapis vert, comme disent certains, ce qu'ils n'arrivent pas à avoir dans les urnes. Là aussi, c'est un combat que nous allons mener.

Alors, mes chers camarades, par rapport à cette rentrée, à la fois difficile pour les Français, mais complexe pour le Président de la République, nous devons être encore plus là, encore plus battants, pour dire que derrière ces décisions il y a encore une droite qu'ils nous convient de démasquer.

Mais nous devons être encore plus sur le terrain, encore plus dans la proposition comme nous le faisons, et j'y reviendrai dans quelques jours. Comme nous allons le faire aussi pour préparer nos élections régionales, avec un vrai projet politique, avec une vraie mobilisation, avec une présence auprès des Français.

Et puis il nous faudra effectivement nous élargir à l'ensemble des forces de gauche, c'est ce que nous commençons à faire, j'y reviendrai dans quelques instants.

Tout ceci, c'est la feuille de route que nous avons fixée ensemble par une lettre aux militants qui avaient répondu très nombreux au mois de juin et que j'ai reprise en votre nom à La Rochelle.

Je le dis simplement, mes chers camarades, et ce matin augure bien, nous avons tout pour réussir cela : la cohérence de la rénovation, du projet, du combat permanent, de l'ouverture vers la société et vers la gauche. Nous avons tout pour réussir : la force de nos valeurs qui n'ont jamais été autant d'actualité, l'énergie, le combat, la conviction, la mobilisation de nos élus, de nos militants.

Et pourtant, pourtant peut-être quelque chose pourrait nous empêcher de réussir. C'est si nous n'arrivons pas à avoir une responsabilité collective dans la volonté d'avancer dans cette feuille de route.

Alors, je le dis très simplement ce matin, j'en appelle à la responsabilité de chacun, à son énergie, à ses qualités intellectuelles et d'engagement pour qu'il les mette au service de notre Parti. J'ai bien aimé, Jean-Pierre (Mignard), quand tu as dit tout à l'heure : et si s'ajoute avec cela le respect, mais

l'un ne va pas sans l'autre, et bien je crois que nous réussirons, c'est cela le message que nous devons nous donner ce matin.

Quant à moi, je le dis, je ferai en sorte que notre feuille de route arrive jusqu'au bout, c'est ma responsabilité, en effet, de faire que des annonces réalisées à La Rochelle puisse dès aujourd'hui, grâce à vous tous, entrer dans les faits de la rénovation, j'y viens dans quelques instants, mais aussi engager le projet des socialistes et l'ouverture vers la gauche.

Alors, je vous le dis très simplement, je suis heureuse aujourd'hui. Et tant mieux si des camarades ont été plus avancés que d'autres, ce serait tellement formidable que le Parti socialiste écoute tel ou tel parce que justement il est exemplaire, parce que justement il est plus en avance et qu'au lieu de s'opposer, au lieu de chercher les arrière-pensées derrière les positions des uns et des autres, nous puissions débattre comme ça a été le cas dans la commission présidée par Arnaud Montebourg.

Cette rénovation, vous savez, comment le dire... Il n'y a rien de plus archaïque que les discours sur la rénovation parce qu'on en a beaucoup entendus. Mais il n'y a rien de plus moderne, il n'y a rien de plus ambitieux et finalement de plus enthousiasmant pour nous que porter cette rénovation dans les faits, et c'est ce que nous commençons à faire tous ensemble ce matin.

Je voudrais bien sûr remercier tous ceux qui y ont contribué.

Arnaud (Montebourg) n'est plus là, il a dû nous quitter il y a quelques instant pour aller inaugurer dans sa circonscription un pont François Mitterrand, nous n'allons quand même pas le lui reprocher, mais je voudrais le remercier. Je lui ai dit ce que j'allais dire, tout d'abord parce qu'il a mené ces travaux avec la passion qui est la sienne pour la rénovation et ce n'est pas nouveau et cela vient de loin, mais aussi avec le talent qu'on lui connaît. Et puis je lui ai dit qu'il nous a montré un talent qu'on ne connaissait pas tout à fait, celui du travail collectif et il a réussi à le porter loin, c'est pour dire, mes camarades, que nous sommes très très bien partis, je le dis amicalement, je le dis chaleureusement et je dis : Bravo, Arnaud, tu nous as mis sur de bonnes voies.

Je voudrais remercier aussi François Lamy qui a tenu la plume, et ce n'était pas facile, mais surtout tous ceux qui ont participé à cette commission. David Assouline l'a dit tout à l'heure, il y a eu un vrai débat, les sensibilités étaient toutes présentes, c'est naturel dans un parti comme le nôtre, mais chacun a essayé de défendre en son âme et conscience ce qu'il croyait bien.

Et c'est d'ailleurs le message qu'il faut retenir pour les militants. Le 1er octobre, on ne leur demande pas de faire plaisir à tel ou tel, fût-il un grand notable local, on leur demande de nous dire en leur âme et conscience ce qu'ils pensent profondément de la rénovation que nous voulons mettre en place et qui changera nos statuts par une vraie révolution, c'est vrai, dès avant l'été 2010.

C'est vrai que la rénovation est une question de démocratie, qui est un peu la marque de fabrique de la gauche réformatrice. Il y a quelque temps, je lisais un texte de certains de nos camarades qui disaient que la rénovation apportait l'indispensable réconciliation socialiste, réconciliation entre les générations, entre les sensibilités, entre les sympathisants et les militants, entre la représentation locale et l'ambition nationale, entre nos traditions et notre ambition pour demain, entre le dedans et le dehors, avec les primaires, en gros entre hier et demain, c'est-à-dire dans ce nouveau Parti socialiste que nous voulons voir éclore avant l'été 2010. Et bien, oui, je crois qu'il y a tout cela, et Arnaud l'a redit tout à l'heure avec force, dans ce projet que nous avons préparé tous ensemble.

Je reviens sans entrer dans le détail sur quelques-unes de ces propositions. Moi aussi, je le dis, vous voyez, mes camarades, quand on écoute ceux qui sont en avance, au lieu de se chamailler, parfois même en oubliant le fond de ce pour quoi nous discutons, et bien on va loin. Moi aussi je suis fière, et je lui avais dit, de voir comment la fédération du Finistère et son premier secrétaire fédéral, Marc Coatanéa, a porté effectivement, avant même que nous l'ayons décidé, ce non-cumul des mandats dans sa fédération.

Alors, nous allons avancer cette fois-ci vraiment sur le non-cumul. Je ne reviens pas sur ce qui est proposé, cela a été abondamment discuté, ces questions d'ailleurs, c'est la feuille de route des militants, rien n'empêche qu'on mette d'autres points à l'ordre du jour, je le dis à Harlem (Désir), car nous avons dix mois pour travailler ensemble. Mais ce qu'auront décidé les militants, ce sera une feuille de route impérative d'ici 2010.

Nous proposerons le non-cumul entre les mandats parlementaires et les mandats exécutifs locaux, je crois que c'est une très bonne chose. Des élus locaux à 100 % au moment où nous parlons tant de la nécessité d'une étape complémentaire de la décentralisation, des élus plus proches des citoyens, et des élus plus disponibles au Parlement pour faire des propositions et combattre sans relâche les régressions de la droite, je crois que cela va en effet dans le bon sens.

Et puis, ce faisant, je crois que nous sommes fidèles à notre histoire, il n'y a eu dans notre pays que deux modifications concernant le cumul des mandats, en 1985 et en 2000, c'est toujours la gauche qui l'a mise en place. Et pour aller au bout de cette nouvelle révolution que nous proposons, il faudra qu'elle soit inscrite un jour dans la loi en ayant pour contre partie un vrai statut de l' élu, voilà aussi le travail que nous devons faire en commun.

Et puis disons aux autres formations, à l'UMP et aux autres : chiche, osez nous suivre et faites voter une loi dès maintenant puisque vous avez le pouvoir de le faire.

Mais on peut aussi leur dire : osez aussi aller vers les primaires, vers un parti qui soit ouvert, ouvert vers l'extérieur. Je le dis, les primaires, ce n'est pas seulement pour nous une occasion formidable de nous ouvrir vers des hommes et des femmes de gauche qui vont venir vers nous pour préparer un projet pour la société, c'est aussi une véritable conquête démocratique pour les Français. Ils n'auront pas seulement à choisir entre des candidats le jour de l'élection, ils pourront avant, avec nous, donner leur avis pour eux, hommes et femmes de gauche, pour le candidat en tout cas des socialistes. Et, je le redis, pour bien évidemment le candidat des partis de gauche qui voudraient s'intégrer dans notre processus. Mais cela, Marie-Noëlle (Lienemann), nous continuerons à le travailler dans le cadre de la maison commune de la gauche avec l'ensemble de nos partenaires.

Nous voulions aussi que ces primaires soient l'occasion d'engager un vaste mouvement populaire autour de nos idées et, demain, autour de notre projet. Dans le fond, nous savons bien que nous ne ferons pas bouger la France - pas seulement que nous ne gagnerons pas-, mais que nous ne ferons pas vraiment bouger la France si nous n'arrivons pas à faire partager nos valeurs, celle de fraternité, celle d'engagement, celle de solidarité à tous les Français. Et ces primaires seront aussi l'occasion d'amener vers nous tous ceux qui voudront ensuite mettre en place le projet et nous aider à changer cette société.

Nous voulons aussi un Parti socialiste à l'image de la France. Il nous faut avancer dans la parité, la diversité et le renouveau générationnel. Je signale simplement que si tout le monde en est d'accord quand nous parlons de la diversité, nous devons parler de l'immigration et de l'outremer en distinguant les deux, ce que nous n'avons pas fait et ce que nous aurions évidemment dû faire.

Je ne sais pas si vous vous en rendez compte, mes chers camarades, mais avec ce texte, si les militants répondent oui, c'est la parité intégrale appliquée partout dans le Parti socialiste. Cela me rappelle, et certains ici s'en souviendront, je ne donnerai pas de noms, ce débat que nous avons eu avec Lionel Jospin en 1996 où certains camarades, au Bureau national, ils sont encore là pour certains, nous disaient : « Ah, la parité, si vous laissez des places en femmes en 97, il ne faudra pas se demander pourquoi on a perdu ! » On a gagné grâce aux femmes, celles qu'on avait envoyées au casse-pipe, c'est elles qui ont gagné et qui nous ont permis, en 97, d'arriver au pouvoir.

Alors, augurons que cette évolution nous permettra aussi d'aller vers d'autres victoires.

Enfin, sans s'attarder sur toutes les propositions, permettez-moi de dire quelques mots sur l'éthique, sur la morale et sur les outils que nous voulons mettre en place, la charte éthique et la commission d'éthique. Il faut le dire, un grand parti ne peut pas fonctionner si chacun estime n'avoir aucune obligation à l'égard de son parti.

Je dirai même que quand j'entends parfois certains de nos camarades, j'ai l'impression qu'ils ont tous les droits et aucune obligation. Levons-nous tous les matins en nous demandant ce que nous devons apporter au service de nos idées plutôt que de nous demander comment nous pouvons nous battre pour obtenir autre chose de notre parti, voilà déjà un état d'esprit qui me paraît favorable à ce que nous essayons de faire.

Et puis, je le dis ici assez solennellement, le Parti est notre bien commun. Je crois que personne ne peut penser qu'il a un avenir, un avenir politique en tout cas, en étant socialiste, s'il ne lie pas cet avenir à l'avenir de notre parti et s'il ne combat pas tous les jours pour le rendre encore plus crédible, encore plus fort, encore plus puissant.

Voilà aussi ce que nous devons nous dire.

Et alors, à cet égard, je voudrais aussi vous dire qu'à l'occasion, cette année, du 150^e anniversaire de la naissance Jaurès, je ne laisserai pas abîmer son parti, je ne laisserai pas abîmer le Parti socialiste de l'intérieur, je le laisserai pas le Parti socialiste insulté de l'extérieur, sachez-le, mes chers camarades !

Vive Jaurès ! Tu as raison, Patrice.

Alors, bien sûr, l'éthique doit s'inscrire dans toutes nos procédures et dans toutes nos pratiques pour être exemplaire, et bien sûr il faut que nos élections internes soient irréprochables et indiscutables. Pour prendre les choses avec un peu de distance, même si je dois le dire, j'ai un peu de mal à prendre de la distance quand on parle de cela vu ce que j'ai vu et ce que j'ai entendu.

Mais quand même, je reste sur l'essentiel : dire que ce n'est pas facile dans un parti démocratique d'organiser des élections, notamment pour désigner le premier secrétaire, c'est plus facile à l'UMP :

il y avait un candidat, Xavier Bertrand, et un électeur, Nicolas Sarkozy. Donc c'est vrai que la commission de récolement chez eux, là-bas, c'est un peu plus facile que chez nous.

Ceci dit, une fois qu'on a dit cela, le problème reste entier. Et beaucoup l'ont dit, cela fait des années et des années que ces questions sont posées, il est temps maintenant d'aller très loin, très loin pour vérifier où sont inscrits les militants, très loin pour mettre en place des procédures qui nous permettent de voter avec les nouvelles techniques, c'est quand même possible, sans que personne ne puisse discuter le vote qui a été émis.

J'avais d'ailleurs demandé à un de nos camarades de présider à cette réflexion en février dernier. Nous allons plus loin aujourd'hui, nous devons mettre à la tête de notre commission d'éthique une personnalité extérieure qui pourra porter fort ces valeurs et cette volonté qui est la nôtre, en tout cas vous pouvez compter sur moi pour qu'il en soit ainsi.

Et je voudrais dire aussi un mot sur une autre forme d'éthique, et que nous devons partager, et que je sais nous partageons d'ailleurs, c'est celle d'éviter de donner des armes à des adversaires, notamment en entretenant la confusion entre la gauche et la droite, pas seulement, je l'ai dit tout à l'heure, en critiquant notre parti, mais en entraînant la confusion entre la gauche et la droite. Nous sommes, nous, favorables au débat républicain, nous aimerions d'ailleurs que Nicolas Sarkozy nous consulte plus, nous aurions aimé une commission sur l'entrée de la France dans l'OTAN, nous aurions aimé une commission pour savoir si nous devons envoyer de nouvelles troupes en Afghanistan, nous sommes d'accord pour être consultés sur le G20, sur la taxe carbone.

Mais nous ne pouvons pas accepter que certains camarades cautionnent des actes, avec lesquels nous sommes en parfait désaccord, en allant dans un certain nombre de commissions. Là aussi, il faut des pratiques, il faut des discussions collectives comme nous l'avons fait pour la commission Balladur quand André Vallini et Pierre Mauroy ont été choisis par le bureau national pour nous représenter dans cette commission, il faut revenir dans les pratiques normales d'un parti démocratique, voilà aussi ce que je vous propose.

Alors, mes chers camarades, cette rénovation, elle aura lieu, les militants décideront le 1er octobre, ils nous donneront leur décision, nous porterons ce travail de manière collective jusqu'avant l'été 2010 où nous aurons ce congrès de refondation des statuts de notre parti.

Nous devons être fiers de faire éclore un nouveau Parti socialiste avec des pratiques, des modes d'ouverture, d'ouverture vers la société et des renouvellements enfin ancrés dans les actes. Mais d'ici là nous avons bien sûr un agenda d'actions extrêmement important, sans revenir sur ce qui a été dit par Christian Paul, je redis que nous commençons ce tour de France pour le projet qui doit nous amener à aller dire aux Français, aller discuter avec eux, certains l'ont dit, nous avons à apprendre des Français, nous avons à les écouter sur la France qu'ils veulent, sur la France qu'ils aiment, sur celle qu'ils veulent changer, c'est celle qu'ils veulent demain, c'est l'esprit de ce tour de France.

Et pendant ce temps-là nos camarades travaillent sur la grande convention, sur le projet économique, social et durable et sur tous les thèmes : la ville, la culture, l'école, les services publics, sur lesquels nous allons ensuite avoir des débats collectifs et des votes des militants.

Mais notre calendrier d'action, ce sont aussi les propositions de loi que nos parlementaires vont déposer dès le 15 octobre. Nous devons être dans la préparation de l'avenir, nous devons être sur tous les fronts dans le quotidien et je salue les décisions prises par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale de déposer deux propositions de loi : une qui demandera une fois de plus la limitation des bonus, la suppression des stock-options et des parachutes dorés, le plafonnement de l'échelle des rémunérations, la présence de l'État au conseil d'administration des banques ; et une seconde qui défendra le droit des consommateurs, notamment en demandant l'interdiction du crédit revolving en France. Voilà aussi comment les socialistes se battent !

Et puis, mes camarades, nous serons aux côtés des Français partout où ils souffrent : dans les entreprises qui licencient, je salue d'ailleurs Laurence Rossignol qui a dit au Président : Monsieur le président, les Conti viennent d'être condamnés, ils ont été condamnés parce qu'ils ont bousculé en effet les locaux de la sous-préfecture. Ils ont une peine de prison avec sursis, mais c'est à l'État, a dit le juge, de fixer ce qu'ils doivent sur leurs deniers personnels à ce même État. Alors, elle lui a dit : « Mais, Monsieur le Président, rappelez-vous, ils ont été traités avec avidité, cupidité, mensonge, vous devez aujourd'hui avoir la main légère lorsque vous enverrez cette facture. Voilà aussi un autre moyen de défendre les Conti et tous les salariés aujourd'hui licenciés.

Enfin, nous serons bien sûr aux côtés des Français pour défendre le service public, aux côtés des syndicats, aux côtés des usagers. D'autres en ont parlé, le 22 septembre, dans la rue, le 3 octobre partout, partout, dans nos mairies. Razy Hammadi prépare cette grande offensive que nous réaliserons pour appeler les citoyens à venir demander un référendum pour empêcher la privatisation de la Poste.

Et je voulais vous dire, mes camarades, que nous allons lancer cet appel avec tous les partis de gauche, nous les avons joints, ils sont tous d'accord, ce sera la gauche réunie qui appellera à cette votation citoyenne aux côtés des syndicats et aux côtés des usagers.

Enfin, et je m'en arrêterai là, je voulais vous dire que notre calendrier d'action avec la gauche est aussi démarré. Cette maison commune, nous commençons à la construire, pas seulement quand nous faisons des accords comme à Carcassonne où nous souhaitons bonne chance à Jean-Claude Perez pour dimanche, mais il gagnera à Carcassonne ! Comme d'autres l'ont fait dimanche dernier dans certains cantons.

Mais nous le faisons aussi en commençant, comme tout le monde l'a demandé, à travailler sur le fond. Je peux vous dire aujourd'hui que d'ici à la fin de l'année nous aurons trois initiatives communes réalisées avec Les Verts, le Parti communiste, les radicaux et les citoyens, une sur l'emploi organisé par nous-mêmes le 17 octobre, une sur Copenhague et une sur les services publics, voilà aussi comment la gauche peut montrer, avant les régionales, aux Français qu'elle travaille ensemble dans la volonté de réussir un projet pour 2012.

Voilà les chantiers, voilà le calendrier d'action qui est très important.

Et puis, pour dire un dernier mot : à un moment où nous parlons beaucoup de livres ces derniers temps, moi je voudrais vous parler d'un grand livre, le grand livre que nous allons construire ensemble, celui de notre projet, le grand livre qui doit nous amener à l'alternative, c'est celui-là que nous préparons. Il comprend deux chapitres : un sur la refondation de nos idées et le projet, un autre sur la refondation du Parti socialiste, nous avons commencé à l'écrire ce matin.

Et puis ce livre, je le dis simplement, c'est celui de la France que nous aimons, c'est celui de l'alternative en 2012 que nous voulons proposer aux Français, il passe par notre crédibilité, il passe par le respect que nous avons les uns des autres, il passe par l'engagement de chacun à qui je rappelle ici ce matin que nous avons besoin de son énergie, de son engagement, de son intelligence au service du Parti socialiste.

Voilà simplement ce que je souhaitais vous dire avec la fierté de montrer une fois de plus que notre parti est en avance ce matin, que notre parti, en se rénovant comme il le fait, par le non-cumul des mandats, par les primaires, par la parité, par la diversité, par l'éthique mise au premier rang de ses pratiques, deviendra aussi exemplaire et changera, je l'espère, aidera à changer la démocratie en France.

Voilà aussi l'ambition qui a toujours été l'ambition historique des socialistes.

Voilà, mes chers camarades, alors bravo pour ce travail qui commence, bon courage à nos militants qui, j'espère, se mobiliseront le 1er octobre pour désigner nos têtes de liste aux Régions, cher Jean-Paul, mais aussi pour lancer ce vaste mouvement de rénovation qui marquera une profonde transformation de la vie publique française, bien au-delà de nos rangs.

Bon travail et bonne rénovation !